

## SEANCE DU 20 FEVRIER 2017

Le vingt février deux mil dix-sept à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MORTAGNE SUR GIRONDE se sont réunis à la Mairie, en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire le huit février deux mil dix-sept.

**Etaient présents** : M. FAURE Jean-Louis, Mme TIRBOIS Danièle, M. CAILLON Michel, Mme SAVARY Lucile, M. GARÉCHÉ Ludovic Mme MARCHAND Réjane, M. BOISSELEAU Guy, Mme FLIN Muriel, M. LYS Sébastien, M. COTIER Stéphane, Mme BERNARD Véronique M. Arcadius EPAUD.

Mme MOUCHEL a donné pouvoir à Mme MARCHAND

M FRESSIGNE a donné pouvoir à M. BOISSELEAU

**Etait absent** : M. TURPIN Mickael

Mme Réjane MARCHAND est nommée secrétaire de séance.

Ordre du jour :

Echange de terrain Cimetière + projet (dépenses à prévoir pour 2017)  
CER Convention pour l'installation et maintenance système de télé relève des compteurs d'eau  
Opposition au transfert de la compétence PLU à l'intercommunalité  
Devis déplacement bornes et alimentation Ponton FIDJI  
Tableaux des effectifs (reclassement de grade + augmentation durée hebdomadaire)  
Règlement Particulier de Police du Port  
Chemin de la Richarde (M. et Mme MUSSEAU)  
Karcher haute pression eau chaude  
Questions diverses

### **ECHANGE DE TERRAIN CIMETIERE**

Le Maire expose au Conseil Municipal qu'il a procédé à un échange de terrain avec Mme. MARTINET pour l'agrandissement du cimetière.

Les parcelles cadastrées C 1355 – 1357 – 1359 et 1361 ont une superficie de 1 ha 05 a et 35 Centiares (10535 m<sup>2</sup>)

A l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal accepte cet échange de terrain et habilite le Maire à signer tous documents à venir.

## **CER – Convention pour l’installation et la maintenance d’un système de Télérelève des compteurs d’eau**

Le Maire expose au Conseil Municipal que la Compagnie des Eaux de Royan sollicite l’autorisation de la commune pour implanter un concentrateur destiné à recevoir les informations émises par les modules radio des compteurs d’eau.

Cette implantation serait dans le clocher de l’église, proche d’une fenêtre à l’intérieur du clocher. Un câble électrique serait tiré entre le concentrateur et le panneau de distribution électrique, protégé d’un disjoncteur.

Après en avoir délibéré et à l’unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal accepte l’implantation de ce concentrateur dans le clocher de l’église et habilite le Maire à signer la convention ci-jointe.



**ENTRE :**

La Commune de MORTAGNE sur GIRONDE, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Louis FAURE, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ....., désignée dans le texte qui suit par l'appellation « L'HEBERGEUR »,

d'une part,

**ET :**

La Compagnie des Eaux de Royan (CER), Société Anonyme au capital de 1 792 000 Euros, inscrite au Registre du Commerce de Marennes sous le numéro 715 550 091 B, dont le siège social est 13, rue Paul-Emile Victor, 17640 VAUX-SUR-MER, représentée par son Directeur, Monsieur Xavier GORIOUX, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « la CER »,

d'autre part.

**A-PREAMBULE**

Dans le cadre du marché passé avec SIAEP de CHENAC pour l'installation du service de télérelève des index des compteurs d'eau de la SIAEP de CHENAC, la société CER sollicite l'autorisation de l'HEBERGEUR pour implanter un concentrateur destiné à recevoir les informations émises par les modules radio des compteurs d'eau.

L'HEBERGEUR autorise la Société CER à implanter un concentrateur sur les mâts de ses installations radio dans les conditions définies dans le présent contrat.

Dans la suite du présent contrat :

- Le terme "installations" désigne les installations de l'HEBERGEUR sur lesquelles sera installé le concentrateur.
- Le terme "concentrateur" désigne les équipements posés chez l'HEBERGEUR par la Société CER pour le déploiement d'un système de télérelève des index de compteurs d'eau.

## **B- CONDITIONS GENERALES**

### **Article 1 : Objet**

Le présent contrat a pour objet de déterminer les conditions juridiques et techniques dans lesquelles CER procède à une utilisation partagée des installations de l'HEBERGEUR.

### **Article 2 : Travaux d'établissement et d'entretien**

#### **2.1. - Travaux d'établissement**

Les travaux de pose du concentrateur et la mise en service sont réalisés sous la responsabilité de CER.

Le concentrateur sera installé par CER ou une société sous-traitante. Son fonctionnement sera assuré à partir d'un raccordement spécifique à l'installation électrique existante de l'HEBERGEUR. La fiche technique des équipements installés est jointe à la présente convention.

Le concentrateur est composé d'un boîtier récepteur alimenté en 220 V ainsi que d'une antenne dont la longueur est de 900 mm. La puissance moyenne consommée par le concentrateur est de 5 W, ce qui représente une consommation moyenne annuelle de 44 kWh.

CER s'engage à réaliser les travaux d'établissement dans le respect des règles de l'art et de la réglementation en vigueur, notamment vis-à-vis de la sécurité des travailleurs.

Les dommages que la réalisation des travaux pourrait causer feront l'objet d'un procès-verbal contradictoire entre les parties.

Le matériel posé est propriété de SIEAP de CHENAC.

#### **2.2. - Prestations d'entretien**

##### **2.2.1 Entretien des installations**

L'entretien des installations de l'HEBERGEUR correspond aux opérations de maintenance préventive et curative ; l'HEBERGEUR en assure la charge.

Si ces interventions ont un impact sur les concentrateurs installés (coupure électrique, démontage antenne), CER est informée sans délai afin de permettre à celle-ci d'intervenir si nécessaire sur ces appareils.

### 2.2.2 Entretien des concentrateurs

CER, ou une société sous-traitante, assure l'entretien de ces concentrateurs. Cet entretien correspond aux opérations de maintenance préventive et curative.

En cas d'intervention de maintenance, CER préviendra l'HEBERGEUR par avance. Le délai de prévenance est fixé à sept jours.

Les agents de CER seront munis de leur carte professionnelle. Le cas échéant, l'entreprise sous-traitante sera munie d'une autorisation à jour.

Toute modification des équipements sera soumise à l'accord préalable de l'HEBERGEUR qui pourra refuser les modifications proposées en invoquant un motif légitime dont il devra alors fournir la justification.

### Article 3 : Responsabilités

Chaque partie fera son affaire des conséquences des dommages qui résulteraient directement de son fait ou de celui des entreprises sous-traitantes.

CER est responsable des dommages que pourrait causer le matériel du fait de sa pose ou de son fonctionnement.

### Article 4 : Modifications des conditions d'occupation

L'occupation des bâtiments est donnée à titre précaire et révocable. Dès lors, en cas de nécessité de déplacement ou de suppression d'installations, il est convenu que CER fera son affaire de la recherche d'une nouvelle possibilité d'implantation du ou des concentrateurs concernés et des frais liés au déplacement de ces concentrateurs. L'HEBERGEUR a l'obligation de prévenir CER dans les meilleurs délais pour que cette dernière puisse récupérer et déplacer le matériel.

### Article 5 : Durée

Le présent contrat est conclu jusqu'à la fin de la période de la délégation du service public de distribution d'eau potable SIAEP de CHENAC assurée par CER, soit jusqu'au 31/12/2023, et prend effet à compter de sa date de signature.

### Article 6 : Cession

CER s'interdit le droit de céder ou transmettre tout ou partie de ses droits ou obligations résultant du présent contrat, sous quelque forme et modalité que ce soit, sans l'accord préalable écrit de l'HEBERGEUR.

**Article 7 : Résiliation / Fin de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations contractuelles respectives, la résiliation de la présente convention sera encourue de plein droit 30 jours après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet. Cette résiliation se fera aux torts de la partie n'ayant pas respecté ses obligations.

A la fin de la convention (y compris dans les cas de résiliation) ou en cas de non-renouvellement à son terme, CER s'engage à effectuer à ses frais les travaux de démontage du matériel installé et de remise en état les bâtiments dans un délai de 30 jours suivant la date de fin de la convention.

**ARTICLE 8 - Election de domicile**

L'HEBERGEUR fait élection de domicile en sa mairie :

*21, Grande rue 17120 MORTAGNE sur GIRONDE*

La CER fait élection de domicile à l'adresse suivante :

*13 rue Paul-Emile Victor 17640 VAUX-SUR-MER*

Fait en deux exemplaires originaux.

A MORTAGNE sur GIRONDE, le .....

*Pour la Collectivité,  
Le Maire*

*Pour la CER,  
Le Directeur*

*Jean-Louis FAURE*

*Xavier GORIOUX*

## ANNEXE A LA CONVENTION

### Dossier technique des équipements

*Implantation dans le clocher de l'église de la commune de MORTAGNE sur GIRONDE, proche d'une fenêtre à l'intérieur du clocher.*

Un câble électrique sera tiré entre le concentrateur et le panneau de distribution électrique, protégé par un disjoncteur.



#### Conditions d'accès :

En cas d'intervention de maintenance, CER préviendra l'HERBERGEUR par avance. Le délai de prévenance est fixé à **sept jours**. A cette fin, CER pourra intervenir sur l'ensemble des équipements de la télérelève.

#### Interlocuteurs :

CER : 13 rue Paul-Emile Victor 17640 VAUX-SUR-MER

Michel DUBIE : 06 – 62 – 94 – 76 - 78

Didier BOULARD : 06 – 60 – 29 – 20 - 91

Plateforme clientèle « urgences » : 05 – 81 – 91 – 35 - 02

A MORTAGNE sur GIRONDE, le .....

*Pour l'HEBERGEUR,*

*Pour la CER,*

## **LOI ALUR ET PLU**

Vu la loi n° 2104-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dit loi ALUR ;

Vu l'article 136-11 de la loi : la communauté d'agglomération existante à la date de publication de la loi ALUR, et qui n'est pas compétente en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la loi ALUR, soit le 27 mars 2017 ;

Vu les dispositions permettant aux communes de s'opposer à ce transfert de compétences dans les 3 mois précédant ce terme (soit du 26 décembre 2016 au 26 mars 2017), à savoir au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population au sein de la communauté d'agglomération ;

Considérant que la commune veut rester maître de la fonction du droit des sols (suite à l'approbation du PLU)

Considérant que la commune est déjà engagée dans la révision du PLU

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal :

- refuse le transfert automatique des compétences du PLU ou document d'urbanisme en tenant lieu vers la communauté d'agglomération Royan Atlantique
- Charge le Maire de notifier cette délibération à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Royan Atlantique

## **DEVIS DEPLACEMENT DES BORNES ET ALIMENTATION PONTON FIDJI**

Faisant suite aux travaux des changements de platelage du ponton Fidji, il est prévu de déplacer les bornes actuelles à l'opposé de leur implantation.

Un devis a été demandé à M. CHAUVIN qui s'élève à 888.00 € HT.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal accepte ces travaux d'électricité supplémentaires pour un montant de 888.00 € HT

## **TABLEAU DES EFFECTIFS**

Le Maire expose au Conseil Municipal qu'il a reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale le tableau de reclassement de grade 2017 concernant Mme JEAN-CHEVALLIER Magali au grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> Classe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le Maire explique, également, au Conseil Municipal qu'il devient nécessaire d'augmenter la durée hebdomadaire pour l'adjoint territorial pour la gestion du camping et des Activités Péri Educatives (APE).

Cet emploi créé à mi-temps pour 17 h 30 passera à 21 h hebdomadaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte le reclassement de grade de Mme JEAN-CHEVALLIER Magali à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et

l'augmentation de la durée de travail à raison de 21 h par semaine et cela à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2017 où cet agent devient titulaire.

- de modifier ainsi le tableau des effectifs ci-dessous

Le tableau des effectifs se présente comme suit :

| EMPLOIS   | NOMBRE | Durée hebdomadaire |
|---|--------|--------------------|
| Adjoint Administratif territorial principal de 1 <sup>ère</sup> classe    | 1      | 35 h               |
| Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe                | 1      | 28 h               |
| ASEM Principal 2 <sup>ème</sup> classe école maternelle                   | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (é maternelle)  | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (cantine)   | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (Com-école)   | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (Com-école)   | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (commune)   | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (commune)   | 1      | 35 h               |
| Adjoint technique territorial principal 2 <sup>ème</sup> classe (commune) | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (port)  | 1      | 35 h               |
| Adjoint territorial (camping APE)   | 1      | 21 h               |

### **SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA SEUDRE ET DE SES AFFLUENTS**

Le Maire expose au Conseil Municipal que les nouveaux statuts du SMBSA ont été approuvés par arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2016.

Il est donc nécessaire de procéder à la nomination d'un délégué titulaire et de son suppléant.

Après discussion, le Conseil Municipal nomme :

- Délégué titulaire : Monsieur LYS Sébastien
- Délégué suppléant : Monsieur CAILLON Michel

### **CHEMIN DE LA RICARDE (M. et Mme MUSSEAU)**

Le Maire expose à l'ensemble du Conseil Municipal une demande émanant de M. et Mme MUSSEAU domiciliés à La Richarde qui sont particulièrement gênés par une circulation automobile à l'intérieur de leur propriété à laquelle on accède par un chemin rural dont le tracé cadastral se poursuit en cul-de-sac à l'intérieur de leur propriété.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte que M. et Mme MUSSEAU réalise une fermeture de ce chemin au droit de limite de leur propriété. Cette autorisation reste précaire et révoquant.

### **REGLEMENT PARTICULIER DE POLICE DU PORT**

Le Maire présente au Conseil Municipal le travail réalisé par la commission du port concernant le nouveau règlement particulier du Port.

Après lecture, le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité des membres présents et représentés, le nouveau règlement particulier du port ainsi que les annexes 1 et 2.

# **Règlement particulier de police**

## **Du Port de MORTAGNE SUR GIRONDE**

Délibération du Conseil municipal du 20 février 2017  
Arrêté du "autorité portuaire" du .....

### **CHAPITRE I : DEFINITIONS**

**ARTICLE 1.1 : DEFINITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1.2 : DEFINITION GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE PORTUAIRE**

### **CHAPITRE II : GESTION DU PLAN D'EAU ET ORGANISATION PORTUAIRE**

**ARTICLE 2.1 : REGLES DE MISE A DISPOSITION DES INSTALLATIONS DU PORT**

**ARTICLE 2.2 : AFFECTATION DE POSTE**

**ARTICLE 2.3 : ADMISSION DES NAVIRES DANS LE PORT**

**ARTICLE 2.4 : DECLARATION D'ENTREE ET DE SORTIE DU PORT**

**ARTICLE 2.5 : DECLARATION D'ABSENCE**

**ARTICLE 2.6 : DECLARATION EN CAS DE TRANSFERT DU DROIT DE PROPRIETE OU DE JOUISSANCE DU NAVIRE**

**ARTICLE 2.7 : NAVIGATION DANS LE PORT, RADES ET CHENAUX D'ACCES**

**ARTICLE 2.8 : MOUILLAGE ET RELEVAGE DES ANGRES**

**ARTICLE 2.9 : AMARRAGE**

**ARTICLE 2.10: DEPLACEMENTS ET MANŒUVRES SUR ORDRE**

**ARTICLE 2.11 : INDISPONIBILITE DES OUVRAGES PORTUAIRES**

**ARTICLE 2.12 : ANNEXES DE NAVIRES - AUTRES ENGINs FLOTTANTS - MATERIELS PARTICULIERS**

**ARTICLE 2.13 : ETAT DES NAVIRES, EPAVES ET NAVIRES ABANDONNES, NAVIRES VETUSTES OU DESARMES**

### **CHAPITRE III : MANIFESTATIONS ET ACTIVITES NAUTIQUES**

**ARTICLE 3.1 : MANIFESTATIONS NAUTIQUES**

**ARTICLE 3.2 : ACTIVITES NAUTIQUES**

### **CHAPITRE IV : MANUTENTIONS, STATIONNEMENT A TERRE**

**ARTICLE 4.1 : MISE A L'EAU DES NAVIRES**

**ARTICLE 4.2 : STATIONNEMENT SUR TERRE-PLEINS ET CALES DE MISE A L'EAU**

**ARTICLE 4.3 : MANUTENTIONS ET TRANSPORTS**

### **CHAPITRE V : ENVIRONNEMENT**

**ARTICLE 5.1 : QUALITE DES EAUX DU PORT – PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE – PLAN DE RECEPTION DES DECHETS PORTUAIRES ET DE TRAITEMENT DES RESIDUS DE CARGAISON**

**ARTICLE 5.2 : HYDROCARBURES**

**ARTICLE 5.3 : UTILISATION DE L'EAU**

**ARTICLE 5.4 : DEPOT DES MARCHANDISES**

**ARTICLE 5.5 : EXECUTION DE CARENAGE OU DE TRAVAUX**

**ARTICLE 5.6 : OBLIGATIONS DE BON VOISINAGE – POLLUTIONS SONORES**

**ARTICLE 5.7 : PECHE ET RAMASSAGE**

### **CHAPITRE VI : CONSERVATION DES OUVRAGES ET SECURITE DES USAGERS**

**ARTICLE 6.1 : CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC**

**ARTICLE 6.2 : ACCES DES PERSONNES SUR LES PONTONS ET PASSERELLES**

**ARTICLE 6.3 : ACCES DES ANIMAUX SUR LES PONTONS ET PASSERELLES**

**ARTICLE 6.4 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR**

**ARTICLE 6.5 : MESURES D'URGENCE**

**ARTICLE 6.6 : RESTRICTIONS CONCERNANT L'USAGE DU FEU**

**ARTICLE 6.7 : INTERDICTION DE FUMER**

**ARTICLE 6.8 : CONSIGNES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**ARTICLE 6.9 : MATIERES DANGEREUSES**

**ARTICLE 6.10 : CONSIGNES DE SECURITE RELATIVES A L'UTILISATION DE L'ELECTRICITE**

### **CHAPITRE VII MANŒUVRES DE PORT, BATEAUX - ECOLE**

**ARTICLE 7.1 : MANŒUVRES DE PORT**

**ARTICLE 7.2 : BATEAU ECOLE**

**CHAPITRE VIII VEDETTES A PASSAGERS**

**ARTICLE 8.1 : REGLE APPLICABLE**

**ARTICLE 8.2 : CONSIGNES D'UTILISATION DES PASSERELLES ET PONTONS PASSAGERS**

**CHAPITRE IX : INFRACTIONS / DOMMAGES**

**ARTICLE 9.1 : CONSTATATIONS ET REPRESSION DES INFRACTIONS AU PRESENT REGLEMENT**

**ARTICLE 9.2 : FOURRIERE**

**ARTICLE 9.3 : RESERVATION DES DROITS**

**CHAPITRE X : DIVERS**

**ARTICLE 10.1 : RESPONSABILITE**

**ARTICLE 10.2 : ACTIVITES ANNEXES**

**ARTICLE 10.3 : REGISTRE DE RECLAMATIONS**

**CHAPITRE XI : FORMALITES LEGALES**

**ARTICLE 11.1 : PUBLICITE DU REGLEMENT**

**ARTICLE 11.2 : ENTREE EN VIGUEUR**

## **PREAMBULE**

Le présent règlement particulier de police du port de MORTAGNE SUR GIRONDE s'est inspiré des dispositions du décret n° 2009-877 du 17 juillet 2009 portant règlement général de police dans les ports maritimes de commerce et de pêche.

## **CHAPITRE I : DEFINITIONS**

### **ARTICLE 1.1 : DEFINITIONS GENERALES**

Le port de MORTAGNE SUR GIRONDE a une activité professionnelle et une activité plaisance.

Autorité portuaire : MAIRIE DE MORTAGNE SUR GIRONDE

Capitainerie : bureau du port

Surveillant de port : agent de l'autorité portuaire en charge de la police portuaire, agréé par le Procureur de la République et assermenté (Articles L 5331-13 et L. 5331-15 du code des transports).

Exploitant (concessionnaire) : la commune de MORTAGNE SUR GIRONDE délégataire de l'aménagement et de l'exploitation du port.

Bureau du port : lieu regroupant les agents du concessionnaire en charge de l'exploitation du port.

Agent du port : agent de l'exploitant du port, chargé de faire appliquer les consignes de sécurité et d'exploitation en accord avec le présent règlement. Il est chargé de la gestion technique du plan d'eau, des terre-pleins, des équipements et veille à la bonne exécution du service portuaire.

Navire : tout moyen de transport flottant employé normalement à la navigation maritime et soumis de ce fait aux règlements de cette navigation.

Le terme « navire fréquentant habituellement le port » désigne tout navire professionnel débarquant régulièrement ou pour une partie importante de l'année les produits de son travail et tout navire de plaisance ayant un contrat pour un poste de stationnement temporaire ou à l'année dans le port.

Bateau : tout moyen de transport flottant qui n'est pas employé normalement à la navigation maritime. Cette dénomination comprend en particulier les moyens de transport flottants employés pour la navigation intérieure.

Engins flottants : toutes autres unités flottantes qui ne naviguent pas.

Usagers : toute personne, propriétaire, locataire ou utilisateur d'un navire amarré dans le port, détenteur d'un titre d'occupation ou utilisateur d'un service du port.

### **ARTICLE 1.2 : DEFINITION GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE PORTUAIRE**

Le port de MORTAGNE SUR GIRONDE comprend :

- Bassin à flot
- Portes
- Chenal
- Terrains adjacents propriété du PAB données en concession à la commune de MORTAGNE SUR GIRONDE

## **CHAPITRE II : GESTION DU PLAN D'EAU ET ORGANISATION PORTUAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : REGLES DE MISE A DISPOSITION DES INSTALLATIONS DU PORT**

Les installations du port sont mises en permanence à la disposition des usagers qui désirent les utiliser dans les conditions du présent règlement et de la tarification des usages et services en vigueur affichée au bureau du port qui s'imposent aux usagers et qui ont été établis en concertation avec l'exploitant.

L'utilisation du ponton d'accueil est soumise à redevance (le bureau du port doit être prévenu de tous mouvements de navires).

Le ponton des pêcheurs (réservé uniquement aux pêcheurs professionnels) est soumis à redevance.

Le carénage et l'entretien courant des navires sont interdits sur les cales des ports.

### **ARTICLE 2.2 : AFFECTATION DE POSTE**

L'affectation de poste est opérée dans la limite des places disponibles, en fonction des caractéristiques des postes disponibles et en particulier en tenant compte de la largeur et de la longueur, hors tout, des navires y compris les appareils fixes, ainsi que du tirant d'eau des navires. L'utilisateur présentera sa demande à l'exploitant qui procédera, à son inscription sur liste d'attente.

Lorsqu'il est fait droit à sa demande, l'utilisateur se voit attribuer un poste avec un numéro fixé par l'exploitant.

L'affectation d'un emplacement à un usager pour son navire est strictement personnelle. Elle est faite pour une personne physique et pour un bateau précis.

Un emplacement ne peut être ni vendu, ni sous-loué, ni cédé, ni prêté par les usagers.

En cas de copropriété égale, le premier nom inscrit sur le contrat nomme le seul responsable du navire. Pour une société, c'est le gérant qui est responsable du navire.

En cas de vente du navire, le bureau du port doit en être averti et l'acte de vente doit lui être adressé dans les plus brefs délais.

Le titre d'occupation lié à l'amarrage est automatiquement résilié à la date de la vente et la place doit être libérée sans délais.

Dans le cas où l'amodataire d'un emplacement change de navire, il devra informer le bureau du port des nouvelles caractéristiques du navire avant son arrivée, et, dans la limite des places disponibles, de nouvelles conditions d'affectation de poste seront définies avec le bureau du port.

Si les besoins de l'exploitation l'exigent, notamment pour des raisons de sécurité, des besoins d'exécution de travaux, d'aménagement, d'entretien, des besoins liés à l'organisation de manifestations nautiques ou toute autre raison liée à l'exploitation du port, le poste d'amarrage perd son caractère strictement privatif. Le poste attribué peut être changé, sans qu'il en résulte pour l'utilisateur un quelconque droit à indemnité.

Le titre d'occupation est automatiquement résilié :

1 : si l'emplacement n'est pas occupé par le navire pendant douze mois consécutifs, sans qu'il en résulte pour l'utilisateur un quelconque droit à indemnité :

2 : ou pour défaut de paiement de la taxe dans le délai imparti par l'exploitant.

L'inscription sur la liste d'attente est nominative, incessible et s'effectue pour l'amodiation d'un emplacement unique.

### **ARTICLE 2.3 : ADMISSION DES NAVIRES DANS LE PORT**

L'accès au port n'est autorisé qu'aux navires en état de naviguer et portant le numéro d'identification et/ou le nom du navire. L'accès peut toutefois être admis pour les navires courant un danger ou en état d'avarie, pour un séjour limité, justifié par les circonstances appréciées par le Surveillant de port.

L'exploitant, sous le contrôle du surveillant de port, peut interdire l'accès du port aux navires dont l'entrée serait susceptible de compromettre la sécurité, la conservation ou la bonne exploitation des ouvrages portuaires.

L'exploitant gère, conformément aux consignes générales données par le Surveillant de port, l'ordre d'entrée et de sortie des navires dans le port et dans les zones du port.

- ❖ Les navires en escale ne sont admis dans le port, quelle que soit la durée de leur séjour, que si le propriétaire a rempli sa déclaration d'arrivée du navire et est en possession de l'acte de francisation ou de la carte de circulation ainsi qu'une attestation d'assurance à jour et valide pour la durée du séjour. Ces documents devront être fournis à tout moment sur demande de l'exploitant ou du Surveillant de port.

La non présentation de l'attestation d'assurance à jour et valide pour l'année en cours, pourra entraîner une amende voir le retrait de l'anneau.

- ❖ L'amodiataire sera seul responsable du paiement. L'assurance devra être à son nom ou pour les associations et sociétés, au nom de son représentant légal.
- ❖ L'assurance doit couvrir au moins les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port, quelles qu'en soient la cause et la nature, y compris dans le cadre d'une pollution, soit par le navire, soit par les usagers ; renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage à l'intérieur du port et du chenal d'accès ; dommages, tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur du port et dans le chenal d'accès, y compris ceux pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportées et notamment des consommables.

Pour permettre l'identification des navires amarrés dans le port, le titulaire du poste de mouillage doit s'assurer que le nom du navire et les initiales du quartier maritime ainsi que le numéro d'immatriculation du navire sont bien visibles et conformes à la réglementation.

En cas d'absence, le propriétaire du navire doit obligatoirement communiquer à l'exploitant, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone, de la personne qu'il désigne comme gardien du navire. Dans tous les cas, il doit être possible en permanence de contacter une personne, ayant la responsabilité du navire et pouvant le manoeuvrer.

### **ARTICLE 2.4 : DECLARATION D'ENTREE ET DE SORTIE DU PORT**

Tout navire étranger au port entrant dans le port pour y faire escale est tenu, dès son arrivée, de faire au bureau du port, une déclaration d'entrée indiquant :

- le nom, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du navire,
- le nom, l'adresse et le téléphone du propriétaire du navire ou de son représentant,
- la date de départ prévue,
- la dénomination, adresse et numéro de la compagnie d'assurance, et l'attestation d'assurance à jour.

En cas de modification de la date de départ, une déclaration rectificative doit être faite sans délai au bureau du port, faute de quoi le départ sera considéré effectif par le constat de l'agent du port.

Le poste que doit occuper chaque navire en escale, quelle que soit la durée du séjour envisagée dans le port, est attribué par l'exploitant, en conformité avec les dispositions du présent règlement.

La durée du séjour des navires en escale est fixée par l'exploitant en fonction des places disponibles.

Les postes d'escale sont banalisés. Tout navire est tenu de changer de poste, à la première injonction de l'exploitant, en accord avec le Surveillant de port.

Ces formalités ne remplacent aucunement les déclarations à effectuer auprès des autorités compétentes en fonction des besoins ou des obligations légales.

Les navires fréquentant habituellement le port sont, quant à eux, dispensés de l'obligation de déclaration prévue précédemment.

Les navires mouillés ou accostés sans autorisation de l'exploitant ou du Surveillant de port pourront être enlevés d'office aux frais, risques et périls de leurs propriétaires et placés en fourrière, sous le contrôle du Surveillant de port. Dans les cas où le navire ne porterait aucun signe extérieur d'identification, la mise en fourrière du navire sera effectuée d'office.

#### **ARTICLE 2.5 : DECLARATION D'ABSENCE**

Tout amodiatraire d'un poste d'amarrage doit obligatoirement effectuer au bureau du port une déclaration d'absence, toutes les fois qu'il est amené à libérer le poste occupé pour une durée supérieure à 7 jours. Cette déclaration précise la date prévue pour le retour. En cas de modification de cette dernière, le bureau du port devra en être avisé au moins 24 heures avant le retour effectif.

Faute d'avoir été saisi de cette déclaration, l'exploitant pourra valablement considérer, au bout de 7 jours d'absence, que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et pourra en disposer librement jusqu'à ce que le propriétaire titulaire du contrat d'amodiation du poste d'amarrage signale son retour et sous réserve que les conditions de sécurité autorisent le départ du navire occupant temporairement le poste d'amarrage laissé libre.

Toutefois un usager prévoyant une absence de plus d'une année peut garder son emplacement moyennant l'acceptation et la signature du contrat de clauses particulière présente en annexe 1.

Les navires professionnels de la pêche, du fait des contraintes propres à leur activité, ne sont pas soumis aux dispositions de cet article.

#### **ARTICLE 2.6 : DECLARATION EN CAS DE TRANSFERT DU DROIT DE PROPRIETE OU DE JOUISSANCE DU NAVIRE**

En cas de transfert partiel du droit de propriété ou de jouissance d'un navire dont le propriétaire dispose d'une location de poste dans le port :

- Transfert entre vifs: en cas de transfert de propriété du navire, une déclaration doit être faite au bureau du port dans les plus brefs délais (au plus tard un mois après la vente, acte de vente et documents administratifs à fournir).

- Transfert en cas de décès: la déclaration doit être faite dans les meilleurs délais au bureau du port et dans tous les cas ne pas excéder 6 mois (règle générale des successions).

La place ne pourra être conservée lors de la vente partielle (quirats) que si le titulaire possède au moins 51 % des parts (directive Fédération Française des Ports de Plaisance). Lorsque le pourcentage de parts ne figure pas sur les documents officiels, une attestation sera à fournir à l'exploitant. Dans tout autre cas la place sera considérée libre.

Pour les couples : si le conjoint survivant le souhaite, la jouissance du poste pourra lui être transférée.

En cas de transfert du droit de propriété d'un navire, le droit d'utilisation du poste d'amarrage, objet d'un contrat, ne pourra être transmis automatiquement au profit du nouveau propriétaire. Ce dernier doit, s'il souhaite obtenir un emplacement pour le navire, faire une demande d'inscription en liste d'attente tenue à jour par l'exploitant.

## **ARTICLE 2.7 : NAVIGATION DANS LE PORT, RADES ET CHENAUX D'ACCES**

Les équipages des navires doivent se conformer aux recommandations données par l'exploitant en conformité avec le présent règlement et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents. Tout mouvement de navire doit donc se faire en fonction de son tirant d'eau et du niveau d'eau.

Dans le port, la vitesse des navires doit tendre vers 3 nœuds tout en offrant le maximum de manœuvrabilité et de sécurité, en tenant compte des conditions de courant.

Les navires ne pourront naviguer à l'intérieur du port que pour entrer, sortir, changer de place.

Dans l'enceinte portuaire, les navires devront utiliser le mode de propulsion offrant le maximum de manœuvrabilité et de sécurité leur permettant d'évoluer dans les meilleures conditions.

## **ARTICLE 2.8 : MOUILLAGE ET RELEVAGE DES ANCRES**

Sauf cas de nécessité absolue, il est interdit de mouiller dans les chenaux d'accès et d'une manière générale dans l'ensemble des plans d'eau portuaires à l'exception des zones désignées à cet effet

Les navires qui, en cas de nécessité absolue, ont dû mouiller leurs ancres dans le plan d'eau portuaire doivent en aviser immédiatement le bureau du port, en assurer la signalisation et faire procéder à leur relevage aussitôt que possible.

Toute perte de matériel dans l'ensemble des eaux portuaires (ancres, chaînes, moteur hors-bord, engins de pêche...) doit être déclarée sans délai au bureau du port. Le relevage du matériel ainsi perdu est entrepris aussitôt sous la responsabilité et aux frais du propriétaire, après en avoir averti l'exploitant et le Surveillant de port.

## **ARTICLE 2.9 : AMARRAGE - CHASSE**

Les navires sont amarrés sous la responsabilité des usagers, conformément aux usages maritimes et en respectant les prescriptions particulières qui peuvent leur être signifiées par l'exploitant, ou par le Surveillant de port.

Les usagers doivent prendre toutes les précautions qui en découlent pour l'amarrage, l'évitage et l'échouage de leur navire dans le port, notamment pendant les manœuvres de chasse.

A ce titre, les usagers sont notamment informés que des manœuvres de chasse du port sont effectuées par le personnel de l'exploitant pendant les vives eaux à marée descendante et jusqu'au début du flot.

Un pavillon de couleur bleu est hissé en haut du mât situé à l'écluse de vannage du bassin de retenue, avant et pendant chaque manœuvre de chasse.

Ne peuvent être utilisés pour l'amarrage que les organes d'amarrage spécialement établis à cet effet sur les ouvrages. Les usagers devront vérifier la solidité des installations d'amarrage ainsi que leurs amarrages. Ils conserveront l'entière responsabilité des amarrages qu'ils effectueront eux-mêmes sur ces installations.

Les aussières d'amarrage doivent être en bon état et d'un diamètre suffisant.

Chaque navire doit être muni, des deux bords, de défenses suffisantes destinées tant à sa protection qu'à celle des navires voisins, ainsi qu'aux ouvrages portuaires. Toute avarie due à l'absence de ces défenses ou à leur insuffisance engage la responsabilité du propriétaire du navire.

Le non-respect de ces dispositions engage leur seule responsabilité.

L'utilisateur d'un navire ne peut refuser l'amarrage à couple.

En cas de nécessité, toutes les précautions doivent être prises par les usagers et notamment, les amarres doublées.

Les balcons, bouts dehors, bossoirs, passerelles levées, et d'une manière générale tous les appendices du navire, ne doivent en aucun cas déborder au-dessus des quais, des appontements, des pontons ou des catways.

#### **ARTICLE 2.10 : DEPLACEMENTS ET MANŒUVRES SUR ORDRE**

L'exploitant peut, à tout moment, avec l'accord du Surveillant de port, requérir le propriétaire du navire, ou le cas échéant, le gardien désigné par lui, pour déplacer le navire.

Le propriétaire ou le gardien d'un navire ne peuvent refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires.

Tout déplacement ou manœuvre jugés nécessaires par l'exploitant ou le Surveillant de port fera l'objet d'un avis notifié, par tout moyen au propriétaire ou apposé sur le navire. A défaut pour l'usager de déplacer son navire ou d'effectuer les manœuvres prescrites dans le délai demandé, il pourra y être procédé d'office, sous le contrôle du Surveillant de port, aux frais, risques et périls du propriétaire du navire.

#### **ARTICLE 2.11: INDISPONIBILITE DES OUVRAGES PORTUAIRES**

Dans le cas où un, plusieurs ou la totalité des éléments constituant les installations flottantes ou fixes devraient être interdits à l'exploitation ou enlevés pour travaux, l'exploitant en informera les usagers par le moyen le plus adapté et mettra en place la signalisation adéquate.

Dans les cas précités, les usagers ne pourront prétendre à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 2.12 : ANNEXES DE NAVIRES - AUTRES ENGINS FLOTTANTS - MATERIELS PARTICULIERS**

Il est interdit de stocker des annexes ou autres engins flottants en dehors des cales publiques sur ou sous les pontons, les appontements et de les amarrer le long des pontons, entre les navires.

Les annexes ou autres engins flottants doivent porter une marque extérieure d'identification (AXE et numéro du navire rattaché ou numéro de l'amodiation : cabane et/ou terre-pleins).

Dans les cas où les annexes ou autres engins flottants ne porteraient aucun signe extérieur d'identification, leur mise en fourrière sera effectuée d'office.

#### **ARTICLE 2.13 : ETAT DES NAVIRES , EPAVES ET NAVIRES ABANDONNES, NAVIRES VETUSTES OU DESARMES**

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité, de sécurité et disposer ainsi d'une totale et permanente autonomie de mouvement.

Les propriétaires de navire hors d'état de naviguer, risquant de couler, de causer des dommages aux bâtiments et ouvrages environnants, sont tenus de procéder sans délai à leur remise en état ou à leur enlèvement.

Les propriétaires d'épaves échouées ou coulées sont tenus de les faire enlever sans délai.

Dans le cas où l'exploitant informerait le propriétaire du mauvais état constaté de son navire, ou du mauvais entretien de son navire, le propriétaire est tenu de procéder sans délai à sa remise en état ou à son enlèvement.

En cas de non-respect du présent article, le Surveillant de port peut adresser au propriétaire du navire une mise en demeure lui impartissant un délai pour accomplir les opérations indispensables.

Le Surveillant de port pourra faire procéder au déplacement du navire et éventuellement le faire mettre au sec, aux frais, risques et périls du propriétaire.

## **CHAPITRE III : MANIFESTATIONS ET ACTIVITES NAUTIQUES**

### **ARTICLE 3.1 : MANIFESTATIONS NAUTIQUES**

Toute régate ou manifestation nautique organisée à partir du port et/ou dans son enceinte doit être déclarée au bureau du port au moins deux mois avant la date de début de l'événement. Un formulaire de déclaration de manifestation nautique doit être renseigné, signé par l'organisateur et adressé aux Administrations compétentes (Préfecture, Préfecture Maritime et l'**Autorité portuaire**). Les emplacements de poste occupés par les navires inscrits à ladite manifestation sont fixés par l'exploitant en accord avec le Surveillant de port.

En cas d'autorisation attribuée, les responsables de manifestations nautiques sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et aux instructions qui leurs sont données par l'exploitant et le Surveillant de port pour l'organisation et le déroulement desdites manifestations.

S'agissant de manifestations ouvertes au public le maire fixera les conditions d'accueil du public dans le cadre de son pouvoir de police générale de la sécurité publique.

### **ARTICLE 3.2 : ACTIVITES NAUTIQUES**

Sauf autorisation exceptionnelle délivrée par l'exploitant et après avis du Surveillant de port, il est interdit de se baigner, de pratiquer la natation, la plongée sous-marine et les sports nautiques dans les eaux du port.

La plongée sous-marine à l'intérieur du port est interdite sauf autorisation exceptionnelle et seulement pour des plongeurs professionnels, délivrée par l'exploitant et après avis du Surveillant de port.

## **CHAPITRE IV : MANUTENTIONS, STATIONNEMENT A TERRE.**

### **ARTICLE 4.1 : MISE A L'EAU DES NAVIRES**

La mise à l'eau et la mise au sec des navires ne sont autorisés qu'au droit des cales et installations portuaires réservées à cet effet. L'exploitant doit être sollicité préalablement.

L'utilisation de tout autre mode de mise à l'eau ou de tirage à terre est soumise à l'autorisation préalable de l'exploitant, avec l'accord du Surveillant de port.

### **ARTICLE 4.2 : STATIONNEMENT SUR TERRE-PLEINS ET CALES DE MISE A L'EAU**

Les navires, leurs annexes et tous engins flottants ne doivent séjourner sur les ouvrages et terre-pleins du port que le temps nécessaire pour leur mise à l'eau ou leur mise à terre, sauf aux endroits réservés à cet effet en accord avec le concessionnaire.

Tout stationnement d'engin terrestre sur les cales de mise à l'eau est interdit. Leur accès est limité au temps nécessaire à la mise à l'eau ou mise à terre des navires remorqués.

Le stationnement des navires sur les cales est interdit sauf en cas d'urgence ou d'avarie. Dans ces cas, le bureau du port doit en être averti immédiatement.

En aucun cas il ne pourra être procédé aux opérations de carénage ou d'entretien courant sur les cales.

### **ARTICLE 4.3 : MANUTENTIONS ET TRANSPORTS**

L'exploitant se réserve le droit de refuser de manutentionner un navire dont les caractéristiques ou l'état lui semblerait ne pas correspondre à la manœuvre demandée.

Avant de commander toute manutention, l'utilisateur devra s'assurer que le navire est libre de toute entrave.

L'utilisateur devra prendre toutes les mesures utiles pour préserver la stabilité du navire à terre dont il reste le gardien. Par connaissances des structures de son navire, l'utilisateur reste également responsable du placement des sangles et des indications fournies pour le calage.

La prise en charge de la manutention pour mise à terre commence après le positionnement des sangles indiqué par l'utilisateur, son représentant ou le professionnel, et se termine à la mise en place sur le moyen de calage.

Pour la mise à l'eau, la prise en charge commence après le positionnement des sangles par l'utilisateur, son représentant ou le professionnel et se termine lorsque le bateau flotte.

En raison de la prise au vent que représente un navire maté, l'utilisateur devra prendre toutes les précautions utiles pour préserver la stabilité du navire à terre dont il est le gardien. Toute mesure que l'utilisateur pourrait prendre en vue de protéger son navire devra être signalée aux agents du port chargés de la manutention.

Le transport commence lorsque le navire est posé sur les patins dont l'emplacement a été déterminé par l'utilisateur, son représentant ou le professionnel et se termine lorsque la remorque est libérée de sa charge.

En aucun cas l'exploitant ne peut être tenu responsable du calage du navire après son transport.

## **CHAPITRE V : ENVIRONNEMENT**

### **ARTICLE 5.1 : QUALITE DES EAUX DU PORT – PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE – PLAN DE RECEPTION DES DECHETS PORTUAIRES ET DE TRAITEMENT DES RESIDUS DE CARGAISON**

Il est interdit :

- de jeter ou d'évacuer par pompage dans les eaux du port toute ordure ménagère, produit polluant ou déchet encombrant ou non, solide ou liquide, y compris les déchets issus du carénage des navires,
- d'évacuer les eaux usées et les eaux-vannes en dehors des installations de collecte,
- de déverser des hydrocarbures, huile de vidange des moteurs, des eaux de cales de navires, ailleurs que dans les équipements de collecte prévus à cet effet,
- de déverser ou déposer sur les ouvrages, voies de circulation, quais, cales, les terre-pleins et pontons tout produit susceptible de provoquer des pollutions du plan d'eau, y compris tous les déchets issus du carénage des navires,

- de tremper, égrainer et nettoyer les coquillages dans les eaux du port.

L'usage des éviers, lavabos, douches et toilettes à bord de tous les navires n'est autorisé qu'à ceux disposant de cuves de collecte « eaux grises/eaux noires ». En l'absence de ces équipements de collectes, les usagers devront impérativement utiliser les sanitaires à terre.

Toutes infractions constatées au Code de l'Environnement seront sanctionnées par la mise sous scellé des appareils non conformes.

Les usagers doivent en tout état de cause respecter le plan de réception des déchets portuaires et de traitement des résidus de cargaison affiché au bureau du port.

Tous les déchets, huiles de vidange usagées, filtres à huile, chiffons gras, bidons et autres déchets souillés par les hydrocarbures doivent être déposés dans les récipients et conteneurs prévus à cet effet à la déchetterie la plus proche.

Tous les déchets doivent être triés, le cas échéant, conformément aux indications de l'exploitant et au plan de réception des déchets portuaires.

Les dépôts domestiques sont interdits, y compris ceux des usagers du port.

### **ARTICLE 5.2 : HYDROCARBURES**

Le ravitaillement s'effectue en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque de salissure, incendie, explosion ou pollution.

Tout ravitaillement en hydrocarbures des navires effectués à partir d'un camion citerne depuis les quais est interdit, sauf accord préalable de l'exploitant ou du Surveillant de port.

En cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures dans le port ou sur les quais, l'utilisateur devra immédiatement en avvertir l'exploitant ou le Surveillant de port.

### **ARTICLE 5.3 : UTILISATION DE L'EAU**

Lorsque le port fournit de l'eau douce aux usagers, les prises d'eau des postes d'amarrage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord.

### **ARTICLE 5.4 : DEPOT DES MARCHANDISES**

Les marchandises d'avitaillement, les matériels d'armement, engins de pêche et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés, ne peuvent demeurer sur les quais, pontons, appontements, cales et terre-pleins que le temps nécessaire à leur manutention sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants, sous le contrôle du Surveillant de port.

Les pêcheurs professionnels en période de pêche intensive (ex : Le Maigre) sont autorisés à stocker sur le ponton pêcheurs : bacs, autres matériels pendant la durée de cette période.

Tous dépôts de ce genre sont strictement interdits sur les cales sauf autorisation exceptionnelle accordée par le Surveillant de port.

Afin de faciliter l'application de cet article, les marchandises d'avitaillement, matériels d'armement et autres engins de pêche, devront être identifiés par un marquage spécifique (nom et immatriculation du navire). A défaut, ils pourront être retirés d'office par le concessionnaire avec l'accord du Surveillant de port et placés en fourrière.

### **ARTICLE 5.5 : EXECUTION DE CARENAGE OU DE TRAVAUX**

Dans l'enceinte du port et de ses dépendances, les navires ne peuvent pas être carénés, entretenus, construits, démolis ou réparés.

Selon l'importance des travaux envisagés, le Surveillant de port ou l'exploitant, sous le couvert du Surveillant de port, pourront orienter l'utilisateur vers un site disposant des installations nécessaires.

Lors de travaux à bord, notamment lors des opérations de ponçage, sablage, peinture, aucune peinture, poussière ou résidu ne doit pouvoir s'écouler ou s'évacuer à la mer. Ces travaux doivent être exclusivement réalisés en utilisant tout système de protection adapté. La totalité des déchets issus de ces travaux doit être récupérée et déposée en benne adaptée.

L'exploitant peut prescrire les précautions à prendre pour l'exécution de ces travaux. Il peut être amené, le cas échéant, à limiter les jours et horaires pendant lesquels cette activité sera autorisée.

#### **ARTICLE 5.6 : OBLIGATIONS DE BON VOISINAGE – POLLUTIONS SONORES**

Les prescriptions de bon voisinage valables à terre sont applicables aux séjours à bord des navires, notamment en ce qui concerne les nuisances sonores. Il est interdit d'effectuer, sur les navires aux postes d'amarrages, des travaux susceptibles de provoquer des nuisances pour le voisinage.

### **CHAPITRE VI : CONSERVATION DES OUVRAGES ET SECURITE DES USAGERS**

#### **ARTICLE 6.1 : CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC**

Les usagers du port ne peuvent en aucun cas modifier ni porter atteinte aux ouvrages portuaires et à leurs zones d'influence ou procéder à des interventions qui nuiraient à leur préservation (toucher aux profondeurs du port) mis à leur disposition ou leur causer des avaries. Toute infraction à ces dispositions entraînera la responsabilité de son auteur qui devra assurer la réparation des dommages qu'il a occasionnés, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui sera dressée à son encontre.

Les usagers sont tenus de signaler sans délai à l'exploitant ou, à défaut de pouvoir le contacter, au Surveillant de port, toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition qu'elle soit de leur fait ou non.

Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui en sont responsables.

#### **ARTICLE 6.2 : ACCES DES PERSONNES SUR LES PONTONS ET PASSERELLES**

L'accès aux passerelles, appontements ou aux pontons est strictement réservé aux usagers du port et à leurs invités.

Tout rassemblement sur une passerelle, un appontement ou un ponton, susceptible de perturber soit la stabilité de l'ouvrage, soit la circulation sur cet ouvrage, est interdit. En cas de non-respect de cette interdiction, l'exploitant ou le Surveillant de port pourront faire évacuer les pontons, appontements ou passerelles et, le cas échéant, requérir à cet effet à la force publique.

L'exploitant et l'autorité portuaire ne seront pas responsables des accidents et de leurs conséquences pouvant survenir aux usagers et à leurs invités soit en circulant sur les passerelles, pontons, appontements, catways, ou tout ouvrage portuaire, soit en embarquant ou débarquant de leur navire.

#### **ARTICLE 6.3 : ACCES DES ANIMAUX SUR LES PONTONS ET PASSERELLES**

Il est interdit de laisser divaguer des animaux domestiques sur le domaine portuaire.

Les animaux, notamment les chiens, circulant sur les pontons et passerelles, doivent être tenus en laisse. Leurs propriétaires sont tenus de nettoyer toute déjection sur le domaine portuaire, les pontons, passerelles, appontements, ou sur les bateaux éventuellement souillés.

#### **ARTICLE 6.4 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR**

La circulation des véhicules terrestres à moteur est interdite sur toutes les parties du port autres que les voies et parcs de stationnement et les terre-pleins où cette circulation est expressément autorisée.

La circulation et le stationnement sont notamment interdits sur toutes les voies de sécurité, celles-ci sont réservées aux véhicules de service du port et aux engins de secours ou de sécurité.

Les voies de circulation comprises dans le périmètre du port doivent être laissées libres de toute entrave à la circulation. Elles ne peuvent en aucun cas être encombrées de dépôts, de matériaux ou matériels de quelque nature qu'ils soient.

Sur les terre-pleins où la circulation des véhicules terrestres à moteur est autorisée, le stationnement est strictement limité, sur les emplacements prévus à cet effet, au temps nécessaire au chargement et au déchargement des matériels, approvisionnements ou objets nécessaires aux navires. Il est notamment interdit, sauf cas de force majeure, d'y procéder à la réparation d'un véhicule.

La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h sur l'ensemble des zones techniques. Les engins de manutention restent, dans tous les cas, prioritaires.

Le stationnement prolongé de tout véhicule terrestre à moteur n'est admis que sur les parcs de stationnement et les terre-pleins réservés à cet effet.

L'ensemble des terre-pleins du port est interdit aux caravanes, camping-cars, ou tous autres véhicules habités, sauf autorisation exceptionnelle.

L'exploitant et l'autorité portuaire ne répondent pas des dommages occasionnés aux véhicules terrestres à moteur par des tiers au sein de l'enceinte portuaire. La circulation et le stationnement des véhicules s'effectuent sous l'entière responsabilité de leur propriétaire et/ou utilisateur.

#### **ARTICLE 6.5 : MESURES D'URGENCE**

L'exploitant ou le Surveillant de port peuvent requérir à tout moment le propriétaire, le gardien ou toute personne présente sur le navire pour effectuer toute manœuvre utile à la sécurité des personnes ou des biens présents au sein de l'enceinte portuaire. Toutefois, dans les cas d'urgence dont ils sont seuls juges, les Surveillants de port ou l'exploitant qui en aura reçu l'ordre par le Surveillant de port, se réservent le droit d'intervenir directement sur le navire pour prendre toute mesure utile. Au cours de ces opérations, leur responsabilité ne pourra être recherchée en raison des dommages occasionnés au navire.

Il sera demandé au propriétaire du navire le remboursement de tous les frais exposés dans l'intérêt du navire ou générés par des dommages imputables à l'état ou à la situation anormale dudit navire.

Dans le cas où la flottabilité d'un navire serait compromise, notamment par une présence importante d'eau, l'exploitant, avec l'accord du Surveillant de port, tout en informant le propriétaire du navire par tout moyen, pourront assurer, d'urgence et à titre exceptionnel, l'épuisement de l'eau, l'échouage ou la manutention du navire. A aucun moment ces opérations ne seront susceptibles d'engager la responsabilité de l'exploitant ou de l'autorité portuaire représentée par le Surveillant de port. Ces agents sont seuls habilités à estimer l'urgence de leur exécution et l'autorité portuaire sera en mesure d'exiger du propriétaire du navire le remboursement des frais occasionnés.

S'il est reconnu par le Surveillant de port ou l'exploitant que l'état d'étanchéité du navire n'est pas satisfaisant, le propriétaire de ce navire ou son gardien dûment informé, devra, dans les plus brefs délais, assurer cette étanchéité, faute de quoi il devra évacuer son navire du port. En cas de non-

exécution, il pourra y être pourvu à ses frais, risques et périls, à la diligence du Surveillant de port. Le délai est apprécié selon l'urgence.

#### **ARTICLE 6.6 : RESTRICTIONS CONCERNANT L'USAGE DU FEU**

Sauf autorisation expresse, il est défendu d'allumer du feu sur les quais, pontons, appontements, terre-pleins et ouvrages portuaires ainsi que sur les navires et d'y avoir de la lumière à feu nu. Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'allumer une flamme nue à proximité de produits inflammables.

#### **ARTICLE 6.7 : INTERDICTION DE FUMER**

Il est interdit de fumer ou de téléphoner lors des opérations d'avitaillement en carburant du navire, qui doivent s'effectuer moteur arrêté. Il est recommandé que les circuits électriques et de gaz soient coupés et le compartiment moteur ouvert ou ventilé.

#### **ARTICLE 6.8 : CONSIGNES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les accès aux bouches et matériel incendie doivent toujours rester libres.

Au cas où un sinistre viendrait à se déclarer à bord d'un navire, sur les quais du port, ou au voisinage de ces quais, toute personne, capitaine, patron, gardien qui découvre l'incendie doit immédiatement donner l'alerte, notamment en avertissant les sapeurs-pompiers (tél.18 ou 112) et le Surveillant de port qui avertira immédiatement l'exploitant.

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines qui en sont voisines, les capitaines, patrons, gardiens et équipages des navires doivent prendre les mesures de précaution qui leur sont prescrites par le Surveillant de port ou l'exploitant.

#### **ARTICLE 6.9 : MATIERES DANGEREUSES**

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les engins pyrotechniques réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage, dans les réservoirs du bord ou dans des jerricans adaptés.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires de la catégorie.

#### **ARTICLE 6.10 : CONSIGNES DE SECURITE RELATIVES A L'UTILISATION DE L'ELECTRICITE**

Sauf autorisation de l'exploitant, ne peuvent utiliser l'électricité que les personnes disposant d'un poste d'amarrage ou d'un poste de stationnement à terre. Tout branchement à partir d'un véhicule ou d'un camping-car est strictement interdit.

Un seul branchement par navire est autorisé sur la prise de courant qui est affectée à son emplacement.

Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, pourront être neutralisés par l'exploitant, sans préjudice, le cas échéant, de la responsabilité de l'usager pour tout dommage imputable aux installations qu'il aurait laissées branchées en son absence.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires selon leur catégorie, ainsi que les éléments de raccordement entre lesdites installations et les bornes de distribution du port.

L'utilisation des appareils et installations qui s'avèreraient, à l'usage, défectueux pourra être interdite par l'exploitant.

Tous les usagers vivant à bord de leur bateau dans la période du 1<sup>er</sup> octobre de l'année N et le 30 avril de l'année N+1 devront signer le contrat de service du port de MORTAGNE SUR GIRONDE et s'y conformer (annexe 2)

## **CHAPITRE VII : MANŒUVRES DE PORT, BATEAUX - ECOLE**

### **ARTICLE 7.1 : MANŒUVRES DE PORT**

Les manœuvres de port étant limitées aux entrées, sorties et changements de place, les manœuvres d'accostage aux fins d'entraînement et de mise en main de navire doivent être signalées à la capitainerie.

### **ARTICLE 7.2 : BATEAU ECOLE**

La pratique de bateaux-école est soumise à l'autorisation annuelle, écrite du gestionnaire. La demande d'autorisation doit être accompagnée de l'acte de francisation du navire, de l'attestation d'assurance couvrant ce type de pratique, d'un extrait K bis de l'entreprise et de l'autorisation de pratique délivrée par les Affaires Maritimes.

Les manœuvres réalisées par les bateaux-école sont considérées comme non prioritaires et ne devront en aucun cas perturber les accostages ou départ des plaisanciers, ou de tout autre navire.

En cas de gêne provoqué par un bateau-école, observé par un agent de port, l'autorisation de pratique délivrée par le gestionnaire serait immédiatement retirée.

## **CHAPITRE VIII VEGETTES A PASSAGERS**

### **ARTICLE 8.1 : REGLE APPLICABLE**

En cas de nécessité, un ordre de priorité peut être mis en place par le bureau du port pour l'accès aux pontons et cales de débarquement.

Les opérations d'embarquement et de débarquement sont effectuées sous la responsabilité de chaque armement.

### **ARTICLE 8.2 : CONSIGNES D'UTILISATION DES PASSERELLES ET PONTONS PASSAGERS**

Pour l'accès aux installations, les personnes à mobilité réduite doivent être accompagnées d'une aide physique de la part du personnel de l'armement.

Tous les incidents ou dommages survenant sur les installations doivent être signalés immédiatement aux services du port.

L'utilisation de porte-voix ou de haut-parleurs est interdite à l'intérieur des limites du port.

Les appareils propulsifs doivent être débrayés pendant la durée des embarquements et de débarquement et arrêtés pour un stationnement supérieur à 15 minutes.

## **CHAPITRE IX : INFRACTIONS / DOMMAGES**

### **ARTICLE 9.1 : CONSTATATIONS ET REPRESSION DES INFRACTIONS AU PRESENT REGLEMENT**

Les infractions au présent règlement sont constatées par un procès-verbal dressé par le Surveillant de port ou tout autre agent ayant qualité pour verbaliser.

Chaque procès-verbal sera transmis, suivant la nature du délit ou de la contravention constatée, à l'autorité compétente chargée de poursuivre la répression de l'infraction.

Le non-respect des obligations contenues dans le présent règlement peut conduire l'exploitant à retirer l'autorisation de stationnement qu'elle a accordée à un navire ou à résilier le contrat conclu avec le propriétaire du navire.

Le propriétaire du navire devra alors procéder à l'enlèvement du navire dans le délai imparti de la mise en demeure adressée par le Surveillant de port.

Faute pour le propriétaire du navire de s'exécuter dans le délai imparti, le Surveillant de port procédera d'office, aux frais et risques du propriétaire, aux opérations d'enlèvement du navire, pour le placer en fourrière.

### **ARTICLE 9.2 : FOURRIERE**

Au cours du stationnement du navire dans la zone de fourrière qui peut être située à flot ou à terre, le navire demeure sous la garde de son propriétaire.

La responsabilité de l'exploitant ou de l'autorité portuaire ne pourra être recherchée à l'occasion des dommages subis par le navire dans la zone de fourrière.

La mise en fourrière et le stationnement dans la zone de fourrière donneront lieu à paiement selon les taxes en vigueur.

### **ARTICLE 9.3 : RESERVATION DES DROITS**

Les droits aux dommages et intérêts que l'autorité portuaire ou l'exploitant aurait à faire valoir ainsi que les droits des tiers, sont expressément réservés.

## **CHAPITRE X : DIVERS**

### **ARTICLE 10.1 : RESPONSABILITE**

L'exploitant assure, sous le contrôle du Surveillant de port, la surveillance générale des installations du port. Toutefois, il n'a aucunement la qualité de dépositaire ou de gardien des navires et des biens se trouvant dans l'enceinte portuaire.

L'exploitant et le Surveillant de port ne répondent donc pas des dommages occasionnés aux navires par des tiers à l'occasion du stationnement ou de la navigation des navires dans l'enceinte portuaire. En aucun cas la responsabilité du port ne pourra être recherchée à l'occasion de l'exécution de



## ANNEXE 1

### CONTRAT DE CLAUSES PARTICULIERES

Les usagers du Port de MORTAGNE SUR GIRONDE

Mme..... Et M..... Propriétaire du bateau.....  
au ponton..... N°..... Déclarent quitter leur emplacement pour une durée supérieure à  
une année (N+1J.).

En contrepartie du paiement de la moitié de la taxe annuelle du port et ce, pour la durée de l'absence,  
leur anneau leur sera réservé et restitué à leur retour sous réserve d'informer la capitainerie une  
semaine à l'avance.

Le non-respect de ce contrat justifiera le règlement intégral de l'année en cours.

Fait à .....,  
Le .....

Signature :

## ANNEXE 2

### CONTRAT DE SERVICE PORT DE MORTAGNE SUR GIRONDE

Je soussigné..... Ponton..... Au N°.....  
sollicite l'autorisation de branchement permanent d'une prise électrique 16 A dans la période du 1<sup>er</sup>  
octobre de l'année N au 30 avril de l'année N+1

Je confirme avoir une assurance conforme au règlement du port et une présence permanente à bord  
de mon bateau.

- Entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N et le 30 avril de l'année N+1, une taxe forfaitaire journalière  
de : 2 € par jour et par prise sera acquittée pour compenser les frais inhérents à cette  
présence (eau, EDF, etc....)
- En dehors de cette période, se conformer au règlement du port.

Fait à MORTAGNE SUR GIRONDE le : .....

Signature :

### QUESTIONS DIVERSES

PROPOSITION DE VOIRIE 2017 : présenté par Lucile SAVARY

Projets d'aménagements :

- piquets mis en différents endroits et parking Quai de l'Estuaire
- parking du côté Quai des Pêcheurs + piquets aux alentours pour délimiter les espaces

Aménagement du chemin creux : relier le port au village

- aménager le chemin creux
- adoucir la pente – enrocher certaines parties du talus de M. FAURE

La séance est levée à 23 h 05.